

Bulletin d'histoire politique

Où est le véritable débat ? Une réplique à Yves Gingras

Ronald Rudin



Volume 9, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060438ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060438ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Rudin, R. (2000). Où est le véritable débat ? Une réplique à Yves Gingras. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 184–187. <https://doi.org/10.7202/1060438ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Où est le véritable débat ? Une réplique à Yves Gingras



Ronald Rudin
Université Concordia

Lorsque j'ai entrepris ma recherche sur la nature de l'historiographie québécoise du XX^e siècle, j'entendais, entre autres, encourager les historiens à débattre de la nature de leur travail. C'est pourquoi j'ai accepté toute invitation à participer à des débats publics relatifs à cet ouvrage et répondu, lorsqu'on m'y invitait, à tous les commentaires proposés par des collègues. Dans cet esprit, je réplique ici à Yves Gingras, auteur d'une critique d'abord publiée en anglais dans la *Literary Review of Canada* (vol. 7, n° 10, 1999) et reprise en français dans le dernier numéro du *Bulletin d'histoire politique*.

Gingras fonde son propos sur sa lecture de *Making History in Twentieth Century Quebec* (Toronto, University of Toronto Press, 1997). Bien qu'il prétende que les commentaires provoqués par la version anglaise valent aussi pour la version française (*Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998), il ne peut logiquement en être ainsi, car sa critique repose, en partie tout au moins, sur ma propre traduction anglaise de documents originaux de langue française. Que j'aie ainsi choisi de traduire ces documents laisse Gingras quelque peu perplexe car il présume, plutôt naïvement, que les Canadiens anglais savent lire le français aussi bien que lui-même connaît l'anglais. Tel n'est pas le cas, hélas. Au Canada anglais, *Making History* est désormais utilisé dans plusieurs cours d'histoire et mes collègues m'assurent que cela n'eût pas été possible si les documents originaux de langue française avaient été laissés en l'état.

Cette question mise à part, Gingras s'interroge aussi sur mes talents de traducteur. Comme tout travail universitaire, *Making History* a été soumis, avant sa publication, à des réviseurs anonymes ; francophones pour la plupart, aucun d'entre eux n'a estimé que les traductions altéraient la teneur de l'ouvrage. Cela dit, je ne prétends certes pas à l'infailibilité. C'est pourquoi j'admets volontiers que Gingras a raison d'attirer l'attention sur une erreur de transcription que j'ai commise en traduisant un passage de l'introduction de Marcel Trudel à un document publié dans son *Histoire du Canada par les textes*. La citation entendait montrer que Trudel s'était attaché au rôle de plus en plus grand qu'avait tenu l'Église indépendamment de toute influence

des Britanniques. Ce point s'insérait dans un contexte plus large, celui de la séparation de Trudel de l'École de Montréal, épisode que ne modifie en rien la correction de Gingras. On notera, en outre, que celui-ci se trompe en prétendant que le passage en question avait quelque rapport avec une analyse de documents relatifs à James Craig ; le commentaire de Trudel, en fait, précédait une analyse du rôle que tenait l'Église en encourageant au peuplement des terres de colonisation.

Dans un autre contexte, Gingras s'arrête à ma traduction d'un passage du livre de Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité*, dont j'estimais (et estime toujours) qu'il est un des plus importants ouvrages sur la nature de la pensée scientifique du XX^e siècle publiés au Québec. Dans le passage en question, je m'appuyais sur une observation de Fournier, selon laquelle l'adhésion aux idées scientifiques modernes n'exigeait pas l'abandon des convictions religieuses. En cours de traduction, j'ai inséré le mot « central » afin de mettre en relief le sens des remarques de Fournier concernant le rôle constant de la religion. La traduction n'est pas une opération mécanique et, si Gingras signale avec justesse que Fournier n'avait pas employé ce mot, je vois mal en quoi j'ai altéré le sens du texte original. Gingras constate lui-même que la différence était « subtile ».

Il conteste aussi le traitement que j'accorde à un passage de *L'avenir de la mémoire*, de Fernand Dumont, autre ouvrage qui m'a été d'une grande utilité en cours de travail. En l'occurrence, il me reproche d'avoir transformé en un pluriel l'expression « pouvoir anonyme ». J'accepte volontiers cette critique pointilleuse, mais son auteur interprète mon propos hors contexte. Ma référence passagère à Dumont renvoyait à la manière dont les intellectuels, historiens compris, s'étaient essentiellement intéressés à des « anonymous forces ». En me faisant dire que les intellectuels constituaient une telle force anonyme, Gingras commettait une erreur d'interprétation. Finalement, il a récidivé à propos de ma référence à la description que traçait Micheline Dumont de l'attitude quelque peu dédaigneuse adoptée envers Lionel Groulx dans un récent manuel d'histoire. Selon Gingras, mon texte n'accorde pas ce passage à Micheline Dumont, alors qu'un lecteur le moins attentif constatera que *Making History* comporte là une note en bas de page qui renvoie directement à elle.

Je n'entends pas taxer davantage la patience du lecteur en relevant, ici et là, quelques autres petites erreurs dont je suis responsable et quelques-unes qui appartiennent à Gingras. Ainsi que je l'ai soutenu dans *Making History*, la plupart des historiens québécois du XX^e siècle ont tenté d'utiliser les documents dont ils disposaient pour construire diverses visions du passé. Dans la mesure où ces historiens différaient les uns des autres, ce phénomène avait peu à voir avec la véracité des faits (lesquels étaient habituellement avérés), mais tenait davantage à leurs différentes perspectives sur le

métier d'historien en général et sur la société québécoise en particulier. Ce sont de telles différences qui, au fond, me séparent de Gingras, bien qu'elles ne soient pas facilement discernables, étant donné l'effort qu'il met à diminuer mon travail en renvoyant à des questions de rigueur scientifique de la nature de celles qui précèdent. Il est révélateur, à cet égard, qu'il ne reconnaisse nulle part que mon étude se basait sur la correspondance personnelle et les dossiers juridiques de chacun des historiens importants du XX^e siècle québécois. Prenant plutôt prétexte de ma décision, expliquée dans la préface de l'ouvrage, de ne pas interviewer les historiens vivants, il affirme que mon livre n'est guère plus qu'« un pamphlet ».

Gingras essaie de se camper dans le rôle du protecteur de la vérité, attitude qu'il traduit en me critiquant pour avoir recouru à la déduction afin de saisir les motivations des historiens au moment où ils assemblaient les éléments de leurs diverses visions du passé québécois. Il ne s'oppose pas, en théorie tout au moins, au concept selon lequel les historiens entretiennent des préoccupations personnelles susceptibles de se retrouver dans leurs travaux. Les historiens, bien entendu, avouent rarement l'existence de telles préoccupations, de sorte que quiconque se penche sur l'historiographie doit recourir à la déduction, appuyé sur des preuves circonstanciées. Gingras se demandait, par exemple, comment je savais que Jacques Rouillard « was eager to show » le militantisme des ouvriers québécois. Il est vrai que Rouillard n'a jamais avoué publiquement une telle « intention ». Néanmoins, les travaux qu'il a consacrés à la question des travailleurs et, plus généralement, à la société québécoise, manifestent tous un tel souci. Est-il déraisonnable de déduire d'une telle œuvre que son auteur avait un objectif précis en tête ?

Devant la somme considérable de travaux qui jettent un doute sur les prétentions scientifiques des historiens, Gingras a tenté de se poser en champion de la rigueur et de l'exactitude. Il s'ensuit que la véritable différence entre ma vision de l'historiographie et la sienne découle de nos conceptions différentes de notre profession. Les historiens, selon lui, ne devraient avancer que des propositions appuyées sur des données incontestables ; je prétends, pour ma part, que les historiens auront toujours tendance à choisir les données qui leur conviennent et seront parfois obligés de composer avec des faits qui ne sont pas aussi incontestables qu'ils le souhaiteraient. Nous devrions donc, par conséquent, nous intéresser autant à leurs intentions qu'au contenu de leurs découvertes. J'ajoute immédiatement, pour dissiper tout malentendu, que je ne plaide pas ici pour l'inexactitude en histoire. En même temps, cependant, les historiens doivent demeurer modestes quant à ce qu'ils espèrent accomplir ; et ceux qui se penchent sur l'historiographie doivent prendre en compte, ce faisant, le contexte dans lequel naissent les travaux sous étude. C'est là une leçon que dégage brillamment l'ouvrage de

Peter Novick, *That Noble Dream* ; et même si Gingras laisse tomber quelques commentaires vaguement dédaigneux à l'endroit de Novick, tous les historiens auraient grand profit à parcourir l'ouvrage de ce dernier.

Tout compte fait, je ne tiens pas à convaincre Gingras de la « justesse » de mes vues, pas plus que je ne crois à l'existence d'une seule « bonne » manière d'aborder le passé. Les historiens aborderont toujours leur métier à partir de perspectives diverses, et c'est ce qui rend si important pour notre discipline le débat sur nos multiples approches. Néanmoins, le commentaire de Gingras nous laisse avec la nette impression que son auteur n'est pas intéressé à un tel débat, ce qui est peut-être sans surprise s'il croit à l'existence d'une seule « voie juste » que devraient emprunter tous les historiens. Vers la fin de son texte, en effet, Gingras manifeste clairement son indifférence à de telles discussions en prenant soin de se moquer de ces collègues qui ont débattu des arguments avancés dans mon livre. De tels historiens, explique-t-il, furent « trop prompts à participer à un débat "provocateur" (c'est tellement important de nos jours !) » (p. 329).

Gingras n'est pas seul, cependant, à ne guère valoriser le débat ; il manifeste ainsi une réticence assez répandue dans l'ensemble de la discipline, et pas seulement au Québec. Dans le cadre d'un débat antérieur concernant mon travail, John Dickinson a écrit : « L'historiographie québécoise a déjà trop perdu de temps avec des débats qui tournaient en rond comme ceux sur la bourgeoisie et la Conquête ou la crise agricole¹. » J'aurais volontiers cru que de tels débats nous amèneraient à une compréhension plus profonde de ces phénomènes, mais telle n'est pas, de toute évidence, l'opinion de Dickinson. Plus récemment, Bryan Palmer abordait ce phénomène plus général du manque d'enthousiasme des historiens à engager le débat : « Historians in Canada need to address how they have lost the taste for useful argument and disagreement, a process registered in CHA panels (where sameness and avoidance of difference are the order of the day) and [in] publications, both monograph and journal². » Si le goût du débat n'est pas évident chez Gingras, je n'ai pas, quant à moi, perdu mon enthousiasme pour toute discussion concernant les questions qui préoccupent les historiens. Nos divergences portent sur des thèmes essentiels dont il importe de débattre.

Traduction de Pierre R. Desrosiers

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. John Dickinson, « Commentaires sur la critique de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 23.

2. Bryan Palmer, « Of Silences and Trenches: A Dissident View of Granatstein's Meaning », *Canadian Historical Journal*, vol. 80, n° 4, 1999, p. 682.